

compétences qui pourraient être acquises par le biais de coentreprises avec des firmes occidentales.

- Étant donné le rythme de la mondialisation et la popularité internationale du concept de l'économie de marché, le gouvernement fédéral indien a compris qu'il se devait d'engager des réformes pour ne pas prendre du retard sur des puissances régionales comme la Chine et sur le bloc des autres pays de l'Est asiatique.

2. Les réformes engagées entre 1991 et 1995

La réglementation socialiste et le régime des « licences Raj » d'import-export se sont avérés d'une application fort pénible dans un contexte démocratique. Mais on a graduellement vu émerger des groupes de pression se portant par exemple à la défense des intérêts acquis des gens d'affaires, des politiciens et des bureaucrates. Des groupes habitués à profiter des rentes générées par une économie axée sur les concepts d'autarcie et de remplacement des importations.

Le processus de déréglementation et de réforme vise à restructurer l'économie indienne et à la fonder sur les concepts de la propriété privée et du marché concurrentiel. Aucune autre démocratie de la taille de l'Inde n'a tenté de réformes aussi vastes. Les réformes entreprises en Inde pourraient avoir des répercussions aussi énormes qu'en Chine, même si l'Inde est pour l'heure moins engagée dans le processus. Le Parti communiste chinois a tout simplement pris la décision d'engager le processus de réforme en 1979. L'instauration du processus démocratique dans un pays en développement comme l'Inde sera longue et pénible.

Démantèlement du régime de licences. En 1991, le gouvernement du Congrès a engagé le processus en abolissant les exigences de licences, sauf pour 15 industries (jusqu'en 1993). En 1994, les licences industrielles exigées pour les médicaments en vrac ont été abolies.